

Cette lettre vise à informer les camarades du monde entier sur la situation en Grèce pendant la pandémie de coronavirus.

Le premier cas de coronavirus a été identifié le 26 février 2020. Le 27 février, toutes les fêtes publiques et le carnaval ont été annulées, le 10 mars, toutes les écoles ont été fermées et le 13 mars, tous les restaurants, bars, etc. Le 16 mars, tous les magasins ont été fermés, à l'exception de quelques catégories liées à l'approvisionnement en nourriture. Le 18 mars, toutes les assemblées de plus de 10 personnes ont été interdites, le 20 mars, tous les parcs publics ont été fermés et depuis le 23 mars, un verrouillage total a été imposé, ce qui signifie que vous ne pouvez sortir pour des motifs précis qu'en envoyant un SMS ou en remplissant un papier manuscrit et signé, et au maximum 2 personnes à la fois. Sinon, vous êtes passible d'une amende de 150 euros.

Les scandales sont multiples sur la manière dont le gouvernement a choisi de faire face à la pandémie :

-Le système de santé se trouvait déjà dans une situation très difficile, avec de moins en moins de médecins au fil des ans et un grave manque de moyens financiers, même pour son fonctionnement de base

-De nombreuses protestations venant des médecins ont été publiées, affirmant que les hôpitaux n'avaient même pas les masques et les gants de base pour le personnel pendant la pandémie. Le gouvernement a même publié des directives officielles pour expliquer aux médecins la façon de traiter les patients sans avoir les moyens de protection de base.

-Beaucoup de services administratifs des hôpitaux ont interdit aux médecins de parler à la presse ou de publier des détails sur la situation dans les hôpitaux

-Ils ont lancé un appel public à des volontaires pour rejoindre le système de santé alors qu'en même temps ils n'ont même pas terminé le processus d'embauche de nouveaux médecins.

-Après la première semaine, aucun test n'a été autorisé pour la population

générale en raison d'un manque de kits de test. Les tests ont coûté 300 euros dans les établissements de santé privés. Une femme de 41 ans est décédée à son domicile en raison d'implications respiratoires sans avoir été autorisée à faire le test.

-Le gouvernement, qui a annoncé qu'il allait allouer 30 millions d'euros aux organismes de santé privés, a refusé de prendre les kits de test gratuits des universités et a décidé de payer le double du coût à toutes les cliniques privées qui fournissent des lits d'urgence. Le gouvernement a également donné 11 millions à une société de péage en raison du faible trafic et 11 millions aux chaînes de télévision afin de diffuser la publicité «stay at home», etc.

-Dans le même temps, une série de fausses nouvelles ont été identifiées par les médias populaires, qui visent à répandre la peur car les «citoyens irresponsables» ignorent la réglementation - ils utilisent de fausses vidéos, photos, etc.

-Beaucoup de chefs de l'église orthodoxe grecque ont affirmé publiquement au cours des premières semaines que l'on ne peut pas attraper le virus pendant un service religieux orthodoxe (malgré la pratique consistant à servir le vin de communion avec la même cuillère). Le gouvernement n'a rien dit alors qu'au même moment, il a choisi d'entrer dans une mosquée et d'arrêter des gens.

En raison du coronavirus, ils ont maintenant fermé tous les centres de détention, condamnant ainsi ces personnes à combattre la pandémie seules, sans aucune prestation de services de santé. Le 31 mars, le premier cas de coronavirus a été identifié dans le centre de détention de Ritsona, où 2600 personnes ont été maintenues en quarantaine totale depuis lors. Des grèves de la faim ont commencé dans les centres de Paranesti (3 avril) et Moria (8 avril) contre les conditions inhumaines de leur emprisonnement.

Le mouvement :

Jusqu'aux tout derniers jours, avant la première interdiction de rassemblement de 10 personnes, il y avait encore des manifestations publiques, principalement contre les attaques raciste du gouvernement grec et des fascistes contre les migrants à la frontière avec la Turquie. En général, il y avait beaucoup moins de gens dans les rues que deux semaines auparavant, ce qui montre qu'il y avait un consensus social sur la nécessité de rester chez soi, même dès les premiers jours. Nous avons reconnu la nécessité de nous protéger et de nous protéger les uns les autres, mais nous avons tout de même essayé de sortir pour l'essentiel : nous soutenir mutuel-

lement et lutter contre la répression, essayer de maintenir et de renforcer nos réseaux. Une critique se répand dans la société contre ceux qui veulent sortir soutenue par les médias et le gouvernement qui répand de fausses nouvelles avec un discours sur la responsabilité individuelle. Une ritique généralisée à l'encontre des personnes âgées qui se promènent à l'extérieur est également en hausse (âgisme). Nous explorons également les moyens numériques qui peuvent soutenir notre communication et diffuser les informations sur ceux qui sont dans le besoin.

Malgré cette situation dramatique, une série de luttes courageuses ont déjà lieu :

-Les étudiants qui séjournent dans les dortoirs des universités publiques ont été priés de quitter leur chambre et de rentrer chez eux contre toute stratégie de prestation de soins - dans une tentative de vider les universités. Les étudiants se sont organisés et ont, dans la plupart des cas, déjà obtenu leur droit de séjour, leur droit aux restaurants scolaires, etc.

-300 personnes travaillant à l'aéroport d'Athènes ont été licenciées par SMS et ont déjà organisé une manifestation publique contre leur licenciement.

Le syndicat des médecins hospitalier a organisé des manifestations le 7 avril contre leurs conditions de travail et le manque de financement dans les hôpitaux ; la police a tenté de perturber la manifestation dans un hôpital d'Athènes pour des raisons de «sécurité».

-Des réseaux locaux de soutien sont mis en place dans de nombreux endroits.

-Une lutte difficile pour soutenir les immigrants est également en cours, grâce à l'organisation dans les quartiers locaux et à la création de réseaux de communication avec les personnes dans les camps.

*Assemblée
pour la circulation
des luttes
Correspondance Athènes*



Hier contre les euromissiles à Comiso, aujourd'hui contre le MUOS à Niscemi

Le 15 avril dernier, Turi Vaccaro, un activiste antimilitariste non violent, a été libéré après vingt et un mois d'emprisonnement à Palerme. Il avait été arrêté pour avoir grimpé sur une antenne géante qu'il avait endommagée à coups de marteau, lors d'une manifestation contre le MUOS (Mobil User Objective System), les installations satellitaires de la marine militaire étatsunienne à Niscemi, en Sicile. Turi, militant de la première heure contre les grands projets inutiles, était depuis quelques temps le symbole de la lutte contre le long processus de militarisation de la Sicile au profit des Etats-Unis, qui ont toujours rêvé de faire de l'île leur 49^e Etat.



LA MILITARISATION DE LA SICILE

Inutile d'insister sur l'importance stratégique de la Sicile pour qui veut dominer ou contrôler la Méditerranée et le Proche-Orient. Tout au long de leur histoire, les habitants de l'île n'ont pu que le constater en en faisant toujours les frais et en se révoltant souvent.

La mise en route du projet américain de domination absolue sur la Sicile a commencé à la Libération, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dès juillet 1943, les alliés débarquent en Sicile aidés vraisemblablement par la mafia. Plus d'un an auparavant, les autres pays occupés se posent concrètement la question du régime politique qui devra succéder au fascisme sur l'île. Un consensus s'établit alors entre presque toutes les forces politiques institutionnelles malgré parfois les abîmes qui les séparent, des fascistes devenus démocrates au Parti communiste, qui obéit encore à Moscou et ne veut pas de révolution, des forces armées alliées à la mafia, pour éradiquer un processus insurrectionnel qui avait contribué à la chute du régime mussolinien, et rétablir un ordre reposant sur la soumission à un Etat central signifiant dépôt des armes et création d'une armée italienne de conscrits.

Beaucoup de Siciliens qui n'avaient jamais été vraiment accros à la domination de l'Etat italien, surtout à celui incarné par le Duce, avaient fourni de nombreux partisans pour participer à la libération de leur sol. Imprégnés d'esprit plus ou moins autonomiste et d'idées socialistes, ils n'étaient pas tous disposés à rendre leurs armes au premier prétendant venu (une situation semblable a existé plus tard en Grèce et, dans une moindre mesure, en France dans le Limousin). Lorsque les forces « démocratiques » voulurent créer une nouvelle

armée italienne, elles se heurtèrent à une rébellion contre la conscription et à des désertions. En janvier 1945, une insurrection de quatre jours, avec une participation importante des anarchistes, éclate à Raguse*, au cours de laquelle les riches sont dépossédés... jusqu'à ce que l'armée italienne reprenne possession de la ville.

Le processus de militarisation de la Sicile était engagé, et le projet de « 49^e Etat » des USA, sans être formellement reconnu et nommé comme tel, sera largement mis en pratique avec l'appui des différentes tendances qui se succéderont à la tête de l'Etat italien.

COMISO

L'aéroport de Comiso, à 15 kilomètres de Raguse, avait été dès 1943 la plaque tournante des forces aériennes alliées – donc yankees – lors de la reconquête de la Sicile. Pendant une longue période de la guerre froide, de 1983 à 1991, il sera la plus grande base aérienne de l'OTAN dans le sud de l'Europe et sera utilisé par les militaires de l'US Air Force base pour les 112 missiles nucléaires de croisière opérationnels dès 1984, avec 7 000 soldats américains.

La lutte contre le projet, contre les installations ensuite, puis pour leur mise hors service sera à la fois antimilitariste,

pacifiste et antinucléaire. En 1978, la marche Catane-Comiso marque un début de mobilisation. Dans les années 1980, des milliers de gens convergeront à plusieurs reprises de toute l'Europe contre la base nucléaire. Fin 1982, une nouvelle marche antimilitariste part de Sigonella (une autre base américaine depuis 1959, qui abritera plus tard les drones et les avions sans pilotes destinés à des opérations militaires au Moyen-Orient), pour se rendre à Comiso, à une cinquantaine de kilomètres : un symbole de la militarisation de la Sicile ! On retrouve dans le mouvement toutes les tendances d'extrême gauche et libertaires actives dans l'après-Mai rampant, mais aussi, sur sa propre ligne, le Parti communiste.

Le 18 avril 1982, plus de 100 000 personnes venues de toute l'Europe se rassemblent autour de la base. Au cours de l'été 1983, ce ne sont pas moins de trois grandes manifestations antinucléaires qui regroupent des milliers de manifestants.

L'opposition contre la base américaine de Comiso sera une référence pour l'ensemble des luttes en Italie au tournant des années 1980. Mais il s'agissait plus largement d'une dynamique du sud de l'Europe : la fin des années 1970, c'est aussi en France la lutte contre l'extension du camp du Larzac. Puis, en 1986 en Espagne, des manifestations rassemblent des dizaines de milliers de personnes à Madrid et Barcelone contre le bombardement de Tripoli et de Benghazi, en Libye, par des appareils américains. A la suite de quoi se développe un formidable et massif mouvement réclamant l'évacuation des bases américaines du pays (Rota, Saragosse, Moron et Torrejon).

Quoique de plus faible ampleur, des mouvements du même type se produi-

NO

MUOS

ront un peu plus tard – par exemple, à la suite de l'opération « Force alliée » lancée par l'OTAN de mars à juin 1999 au Kosovo, contre la base d'Aviano en Italie d'où partent les bombardiers américains. Les dernières manifestations antimilitaristes se produiront un peu partout en Europe lors de la première guerre d'Irak puis de la seconde, jusqu'à disparaître complètement du paysage contestataire.

L'implosion de l'URSS change la donne. La guerre froide USA-URSS n'est plus à l'ordre du jour. La nouvelle situation entraîne le déclin de la base militaire de Comiso... du moins comme centre opérationnel des ogives nucléaires. La stratégie des Etats-Unis en Méditerranée s'oriente maintenant vers les Proche et Moyen-Orient. L'aéroport de Comiso redevient civil. Pour la petite histoire, un conseil général de gauche de la Sicile le rebaptise « Pio La Torre », du nom d'un député communiste assassiné par la mafia en 1982 pour avoir présenté un projet de loi de confiscation des biens mafieux. Un an plus tard, un conseil général de droite le débaptise et lui redonne son ancien nom, celui d'un général fasciste qui exerça ses talents dans les années 1930. Tout était rentré dans l'ordre, Comiso pouvait être remplacé par Niscemi comme poste clé de la nouvelle politique US.

NI MUOS, NI GUERRE, NI MAFIA

La base de Niscemi est, comme Comiso, à deux pas de Raguse. L'armée US y avait déjà installé 46 antennes de basse fréquence dont un mouvement de résistance réclamait la destruction dès la fin des années 2000. En 2011, quand commence le « printemps arabe », l'intérêt renouvelé des Etats-Unis pour la Sicile se traduit par la mise en chantier du MUOS, instrument de la nouvelle doctrine du maintien d'un « équilibre » au Moyen-Orient.

Il s'agit d'un système de télécommunication à haute fréquence entre les mains de la marine américaine. Il est composé de quatre satellites géostationnaires et de quatre stations de réception au sol, dont l'une est installée à Niscemi et est composée de trois paraboles de 18,5 m de diamètre et de deux antennes très haute fréquence de 150 mètres de haut qui s'ajoutent aux 46 autres de basse fréquence. Utilisé pleinement depuis 2016, le MUOS, qui devrait fonctionner jusqu'en 2024, permet de coordonner tous les systèmes militaires américains du monde entier et de contrôler les cibles des drones et des avions sans pilotes stationnés sur la base voisine de Sigonella, située entre Syracuse et Catane.

Le projet suscite immédiatement une vive réaction de la part d'une partie de la population. Les premières raisons invoquées sont les problèmes de santé dus au rayonnement électromagnétique. Par ailleurs, les Etats-Unis restant une cible potentielle de pays peu éloignés de la Sicile, il est évidemment à craindre qu'en cas de bombardement du MUOS ce soit les habitants de l'île qui dégustent.

Assez vite au cours de la lutte est apparue la volonté de se réapproprié un territoire et de protéger ses richesses naturelles : la base de Niscemi est située au cœur d'une réserve naturelle. En même temps, un discours nettement antimilitariste s'exprime, dans le droit fil des luttes passées : refus de la militarisation de la Sicile et des logiques guerrières partout dans le monde.

Au mouvement de protestation et à certains élus qui réclament l'abandon du projet, l'armée américaine répond que ce sont les autorités italiennes qui ont délivré l'autorisation de l'installation, révélant par là même le conflit latent qui oppose la Sicile au pouvoir central, au-delà des clivages politiques.

Les premiers opposants à la base se sont également heurtés à la mafia, fortement implantée dans la région et qui a mené contre eux des représailles diverses et variées en s'appuyant sur une certaine résignation de la population. Malgré tout, à force d'obstination et de courage, la lutte devient de plus en plus

populaire. Décision est alors prise de tenter de bloquer l'accès à la base. Les comités No Muos décident d'acheter un terrain (le *Présidio*) sur la seule route conduisant au chantier.

En janvier 2013, une opération policière massive évacue violemment cette « ZAD ». Le 9 août, 3 000 personnes envahissent la base. Depuis lors, la répression n'a cessé de s'accroître et toute une stratégie d'intimidation des militants, de leurs proches et des habitants en général s'est mise en place : des amendes de 3 000 euros et des chefs d'accusation allant jusqu'à trois ans de prison, côté institutionnel étatique ; des agressions physiques et des menaces, côté milices mafieuses. Malgré tout, à l'heure où nous écrivons, le mouvement tient toujours même si, comme partout, il est un peu mis entre parenthèses du fait de la situation mondiale.

Il est à noter enfin que les comités No MUOS, dans lesquels les anarchistes sont particulièrement actifs, s'insèrent dans une contestation plus globale et sont le plus souvent multi-activistes : on les retrouve contre la criminalisation de l'immigration, contre les autres grands projets inutiles en Sicile – prospection pétrolière sur la côte sud, parc éolien de la vallée de Raguse –, contre la mafia, pour le droit au logement, etc.

Langard

* *Rebellious Spirit : Maria Occhipinti and the Ragusa Anti-Draft Revolt of 1945.* Kate Sharpley Library; 2008. 30 pages.

